

Le Quotidien Numérique

du mercredi 16 août 2017
7 Jrs/7

d' Afrique

N°483

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 12.

Programme d'autonomisation économique des Femmes: Environ 17 000 dossiers reçus au FAARF

Page 3



Les principaux droits reconnus aux citoyens burkinabé : les droits civils

Page 7



Suite à l'attaque terroriste du Dimanche 13 août 2017 à Ouagadougou, le Président de la République de Côte d'Ivoire son excellence Alassane OUATTARA

Page 11



**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain

ANNONCE



Institut Sciences Campus

Une école supérieure de sciences et technologies créée par la Fondation Sciences-Campus
sous le numéro 2014-001201/MESS/SG/DGESR/DIESPR.

Cours du jour, Cours du soir, Cours à distance

Domaines de formation :

- ✓ **Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Energie et de l'Environnement**
 - Option 1 : Infrastructure Hydraulique
 - Option 2 : Eau et Assainissement
 - Option 3 : Génie Electrique et Energétique
 - Option 4 : Génie Civil
- ✓ **Gestion des ONG et des Associations**
 - Option 1 : Gestion des ONG
 - Option 2 : Gestion des Projets
 - Option 3 : Gestion des Associations
- ✓ **Banque et Finance**
 - Option 1 : Banque
 - Option 2 : Microfinance
- ✓ **Génie Informatique et Télécommunication**
 - Option 1 : Réseaux Informatique et Télécommunication
 - Option 2 : Système d'information et Réseaux



Scolarité

Inscription et réinscription : 5.000 FCA
Tenue peut être payé à l'école ou sur le marché
Payement de la scolarité en 4 tranches de 25%

Système

Licence - Master - Doctorat
TOEIC - TOEFL - TFI
Validation des Acquis Professionnels
English Discovery (Anglais en Ligne)

Dates de Rentrée

* Licence 3ème année 16 Octobre 2017
* Licence 2ème année 16 Octobre 2017
* Licence 1ère année 06 Novembre 2017
* Master 15 Février 2018

sciences
campus

Avantages

- * 1 étudiant = 1 Ordinateur
- * Un appui-accompagnement jusqu'au Doctorat
- * Une bourse de stage d'un mois chaque année

Pour vos cours en ligne, visitez le portail : www.formationenligne.bf

Secteur 1 Immeuble SANGA Mady, Avenue Guillaume OUEDRAOGO

01 BP 2530 BOBO DIOULASSO Email : contact@iscmail.org Tel: +226 20954746 / +226 72070909 / +226 70010505

www.sciences-campus.org

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Programme d'autonomisation économique des Femmes: Environ 17 000 dossiers reçus au FAARF

Région du Centre



L'enveloppe initiale est de 1 milliards 500 millions de F CFA. A l'entendre, le traitement desdits dossiers est à l'étape d'étude-sélection.

La Directrice générale du Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes (FAARF), Margueritte TRAORE, a eu une rencontre-échanges avec la presse burkinabè, le lundi 7 août 2017 à Ouagadougou. Il s'est agi pour elle de donner des informations précises sur le traitement des dossiers des candidates au Programme d'autonomisation économique des femmes. Selon la Directrice générale, ce sont environ 17 000 dossiers qui ont été reçus au plan national depuis le lancement des dépôts, en début juin 2017. A ce jour, le FAARF est à l'étape d'étude-sélection

desdits dossiers.

«Nous sommes en train de mettre tout en œuvre pour que tout se déroule bien et dans la plus grande transparence. Le gouvernement nous a demandé d'être transparents dans la gestion des dossiers des programmes pour que l'argent revienne à ceux qui doivent en bénéficier. C'est ce qu'on s'attèle à faire depuis le 26 juin 2017». C'est l'information que la Directrice générale du Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes (FAARF), Margueritte TRAORE, a donné aux hommes de médias burkinabè, le lundi 7 août 2017, au siège du fonds, à Ouagadougou.

Selon la Directrice générale, depuis le début de la réception le 7 juin 2017 jusqu'à la clôture, ce sont environ 17 000 dossiers qui ont été reçus au FAARF au plan national pour une valeur de près de 14 milliards de F CFA. L'enveloppe initiale est de 1 milliard 500 millions de F CFA. A l'entendre, le traitement desdits dossiers est à l'étape d'étude-sélection. Les dossiers traités concernent les groupements féminins, les associations professionnelles féminines, des promotrices individuelles et des groupes solidaires. Ce qu'on entend par groupe solidaire, a expliqué Margueritte TRAORE, ce sont des gens qui se mettent à

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

trois et mènent une activité sans un récépissé. «Tout ce qu'on a reçu comme dossier dans les différents sites, il y a eu une saisie sur les machines. Après cette étape, on s'est rendu compte que pour pouvoir bien analyser, il fallait codifier les dossiers afin d'éviter d'avoir plusieurs dossiers qui aient un même numéro de récépissé», a fait savoir Mme TRAORE. Par ailleurs, la Directrice générale du FAARF a indiqué que les critères d'analyse des dossiers concernent la vérification de la cible (exclusivement les femmes) dont l'âge est compris entre 16 et 60 ans; le montant sollicité inférieur ou égal à un million (1 000 000) de F CFA; la garantie proposée comparée au montant sollicité; la durée de remboursement préconisé par le postulant; le secteur d'activité,



Les dossiers traités concernent les groupements féminins, les associations professionnelles féminines, des promotrices individuelles et des groupes solidaires.



Après cette étape, on s'est rendu compte que pour pouvoir bien analyser, il fallait codifier les dossiers afin d'éviter d'avoir plusieurs dossiers qui aient un même numéro de récépissé», a fait savoir Mme TRAORE.

ainsi que le nombre d'emplois directs et d'emplois indirects que l'activité va générer. «Il faut que ces financements puissent créer des emplois directs ou indirects au bénéfice de la population. Ce sont des critères qu'on va mettre en œuvre pour émettre un avis et soumettre à la décision du comité de prêt», a-t-elle dit. De l'avis de la directrice générale du FAARF, la plus grande difficulté rencontrée dans le traitement des dossiers est liée à l'engouement que le programme a suscité auprès des femmes. «On ne pouvait pas imaginer qu'on allait atteindre autant de dossiers. Cela nous a obligé à nous réorganiser à tout moment, à nous adapter pour pouvoir prendre en charge les dossiers déjà à la réception et au niveau du traitement. J'ai parlé tantôt de codification, c'est au moment des saisies qu'on s'est rendu compte qu'il y avait des

difficultés. On a marqué une pause pour mieux clarifier les dossiers et avoir un ordre indiscutable dans nos saisies avant de procéder à l'analyse véritable et soumettre à la sélection du comité de prêt». Répondant à une question des journalistes sur le délai de publication de la liste, Marguerite TRAORE a soutenu que le traitement des dossiers avance bien et a souhaité que cela puisse se faire en début septembre 2017: «Déjà c'était le 12 août. On a dû décaler compte tenu de l'engouement. Le 1er septembre, c'est ce qui a été donné comme consigne entre nous pour qu'on avance. Si on n'a pas un délai, on va croire qu'on a le temps devant nous».

ANNONCE



Centre d'Examen Européen

DOCTORAT

Doctorate Of Business Administration



Un diplôme de haut niveau qui permet aux professionnels

- ✓ D'évoluer dans un cadre d'excellence
 - ✓ De côtoyer les références académiques et professionnelles internationales
 - ✓ De s'ouvrir à la diversité de pensées et de cultures
 - ✓ Et enfin d'être reconnu comme expert dans un secteur

Un programme Doctoral en trois ans (en moyenne) avec deux à trois séminaires par an

Dates de rentrées :

Le 15 Juin 2017 et Le 15 Décembre 2017

NB : les dossiers sont recevables un mois avant chaque date de rentrée

Un programme assuré par la Fondation Sciences-Campus, l'Ecole Doctorale de la FEDE, l'Institut de Recherche de la FEDE et OTC Burkina

Avenue Sembene Ousmane, Ouaga 2000, 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Burkina Faso
 en face de la station TOTAL Ambassade,
 Tél : +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26 / +226 77 20 00 26
 Email : contact@ebs-edu.fr Site web : www.sciences-campus.org

ANNONCE

Sciences-Campus
Centre d'Examen Européen

ed English Discoveries

Une solution complète d'apprentissage de l'anglais en ligne

Coût : 40 000 FCFA

Durée de la licence : 1 an



Efficace, Flexible et Interactive, English Discoveries vous offre

- ✓ Un apprentissage interactif
- ✓ Une interface de suivi des apprenants
- ✓ Des supports pédagogiques
- ✓ Des évaluations et des certificats

www.sciences-campus.org

Ouagadougou

Au Centre d'Examen Européen
Ouaga 2000 Face à la Station Total Ambassade
Tel: +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26
Email : contact@ebs-edu.fr

Bobo-Dioulasso

A l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies
ISC-Bobo au Centre Ville sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo
à l'Immeuble Sanga Madi
Tel: +226 72 07 09 09 / +226 72 07 04 04
Email : isc@iscmail.org

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Les principaux droits reconnus aux citoyens burkinabé : les droits civils

Région du Centre

Le citoyen burkinabé est toute personne ayant la nationalité burkinabé. Tous les citoyens burkinabé sont égaux devant la loi et jouissent des mêmes droits ; ils sont aussi soumis aux mêmes obligations sans distinction de sexe, race, couleur, ethnie, religion, etc.

Que faut-il entendre par droits du citoyen ? Les droits du citoyen sont des prérogatives et avantages que lui reconnaissent les lois de son pays dans ses relations avec les autres citoyens ou avec l'État ou les pouvoirs publics. Tout citoyen d'un État a des droits qui lui sont reconnus par la loi et qui sont destinés à assurer son plein épanouissement et sa participation à la vie sociale, économique, politique et culturelle de son pays. Les principaux droits reconnus aux citoyens burkinabé sont de plusieurs ordres et peuvent être regroupés dans les catégories suivantes : les droits civils ; les droits politiques ; les droits économiques, sociaux et culturels ; les droits de la solidarité.

LES DROITS CIVILS



Ce sont les droits reconnus à la personne humaine dans ses relations privées avec les autres personnes humaines, en famille ou dans la société. Les principaux droits civils sont :

- Le droit à la vie
- Le droit à l'enregistrement de sa naissance
- Le droit à la nationalité
- La liberté de consentement de l'homme et de la femme pour le mariage
- Le droit à la liberté
- Le droit à l'égalité
- Le droit à l'égalité de protection de la loi
- Le droit à la dignité
- Le droit à la sûreté de sa personne
- Le droit à l'intégrité physique
- Le droit d'aller et venir y compris la liberté de quitter son pays et d'y revenir
- Le droit de ne pas être arrêté ou détenu arbitrairement

- Le droit de ne pas être tenu en esclavage
- Le droit à la vie privée et à l'inviolabilité de la famille et du domicile et le droit au secret de la correspondance
- La liberté de pensée, de conscience et de religion
- La liberté d'association et de réunion
- La liberté d'opinion et d'expression
- La liberté de presse
- Le droit à la présomption d'innocence
- Le droit à un procès équitable

Source : MJDHPC (Le manuel du citoyen)

ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN
Recevez l'actualité du jour, à 12 000 f cfa / ans

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Programme de promotion et de protection des droits des enfants et des femmes Le plan de travail annuel soumis à l'examen des acteurs

Région du Centre

Le ministère de la Femme, de la Solidarité nationale et de la famille a procédé le, jeudi 03 août à la revue semestrielle du Plan de Travail annuel du Programme de promotion et la protection des droits des enfants et des femmes.

Réaliser le bilan de la mise en œuvre des activités des Plans de travail du premier semestre 2017 du Programme de promotion et la protection des droits des enfants et des femmes était l'objectif de cet atelier qui a regroupé les acteurs intervenant dans le domaine de la promotion des droits des enfants et des femmes. Pour le directeur général des études et des statistiques sectorielles (DGESS), Lamoussa Koudougou, il s'agira pour les participants de présenter d'une part, le bilan à mi-parcours d'exécution physique et financière des activités et d'autres parts, de faire des suggestions en tenant compte des difficultés de mise en œuvre. Pour ce faire, il a noté que des performances ont été enregistrés, dont le taux d'exécution physique qui se situe à 8/9%, la réhabilitation de 4560 enfants dont 2003 filles travaillant dans les sites d'orpillage et des carrières artisanales, la prise en charge de 103 enfants handicapés dont 39 filles, la protection de 161 filles des mariages précoces, la prise en charge de 672 enfants dont 19 filles en situation de rue.



Le ministère de la Femme, de la Solidarité nationale et de la famille a procédé le, jeudi 03 août à la revue semestrielle du Plan de Travail annuel du Programme de promotion et la protection des droits des enfants et des femmes.



La prise en charge de 103 enfants handicapés dont 39 filles, la protection de 161 filles des mariages précoces, la prise en charge de 672 enfants dont 19 filles en situation de rue.

FLASH INFO

Brèves

Etats-Unis-Corée du Nord: Kim Jong-un ouvre la porte de la désescalade

Léger réconfort pour Donald Trump : la volte-face de la Corée du Nord. Kim Jong-un en personne semble temporiser. Il indique vouloir se donner le temps d'observer le « comportement stupide des Américains » avant de prendre une décision sur d'éventuels tirs de missiles. Ça n'a l'air de rien, mais c'est sans doute la fin de la menace immédiate d'un tir de missile vers l'île de Guam, dans le Pacifique. Et peut-être le début de la désescalade.

**Bagassi (route de Houndé, province des Balé): un camion coule sous un pont, 6 morts et 2 disparus**

Bagassi (commune rurale à 38 km de Houndé dans la province des Balé) est en émoi depuis le début de la semaine. 6 corps ont été repêchés dans le cours d'eau bordant la commune et deux autres personnes emportées par les eaux sont toujours recherchées par les sapeurs-pompiers et les pêcheurs de la localité près de quatre jours après le drame.

Selon les témoignages recueillis sur place par Radio Oméga, c'est

alors qu'il entamait sa montée sur le pont que le conducteur d'un camion transportant une dizaine d'ouvrier entre Bagassi et Bounou aurait été alerté par ses passagers de la chute d'un bidon du véhicule et c'est en voulant jeter un coup d'œil à l'arrière qu'il a raté l'entrée du pont précipitant la voiture dans le cours d'eau prolongement du fleuve Mouhoun.

Un ouvrier à l'arrière qui a pu sauter sur le pont alors que

le camion coulait a réussi à sauver deux autres de ses camarades. Les 8 autres n'auront malheureusement pas cette chance.

Les recherches qui se poursuivent ont permis de repêcher 6 corps qui ont été enterrés. Les deux autres sont toujours portés disparus

Les trois victimes non identifiées suite aux attentats perpétrés dans la nuit du 13 au 14 Août 2017 à Ouagadougou au restaurant Aziz Istanbul le sont à présent.

Ce sont :

NATIONALITE BURKINABE

- TAPSOBA ISMAËL

- YARO Issouf

NATIONALITE ALGERO-CANADIENNE

- DIFFALAH Bilel

Le Service d'information du Gouvernement.



Rédaction SCI

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Ministère de la Communication et des relations avec le Parlement : un plan d'actions pour intégrer le genre dans les systèmes de planification, de budgétisation et de suivi évaluation

Région du Centre



Le ministère de la Communication et celui chargé des relations avec les institutions (deux ministères fusionnés), ont été doté de plan d'actions genre sur la période 2013-2015.

Dans le but d'intégrer le genre dans les systèmes de planification, de budgétisation et de suivi évaluation, le ministère de la Communication et des relations avec le Parlement a élaboré son plan d'actions genre 2018-2019.

En vue de finaliser ledit document, le département organise, ce jeudi 10 août 2017, un atelier à Ouagadougou.

La rencontre, présidée par la secrétaire générale du ministère de la Communication et des relations avec le Parlement, Hortense Zida, connaît la participation des directeurs des services centraux et rattachés du département, des représentants

de la Coopération Suisse, du SP/CONAP-Genre, de l'UNICEF, de l'UNESCO et des organisations et associations de journalistes.

Le ministère de la Communication et celui chargé des relations avec les institutions (deux ministères fusionnés), ont été doté de plan d'actions genre sur la période 2013-2015. Ces plans n'ont pas produit les résultats escomptés.

Fort donc de ce constat, la secrétaire générale a noté que le ministère de la Communication et des relations avec le Parlement, avec l'appui technique et financier de la Coopération Suisse et du SP/CONAP-Genre, a élaboré le présent plan d'actions genre 2018-2019 en vue de consolider les acquis et définir de nouvelles actions plus fortes pour une

meilleure compréhension du concept genre et sa prise en compte dans les politiques, programmes et projets du secteur.

Au nom du ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, Rémis Fulgance Dandjinou, Mme Zida a remercié les partenaires qui accompagnent le département dans cette politique et souhaité que l'atelier accouche d'un document de qualité.

DCPM/MCRP

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

PRESIREPUBLIQUE/MAE/ABIDJAN

À

SON EXCELLENCE MONSIEUR ROCH MARC CHRISTIAN KABORE
PRESIDENT DU FASO

075110

OUAGADOUGOU

MONSIEUR LE PRESIDENT ET CHER FRERE,

C'EST AVEC UNE TRES VIVE EMOTION QUE J'AI APPRIS LA TERRIBLE NOUVELLE DE L'ATTENTAT TERRORISTE SURVENU AU CAFE-RESTAURANT AZIZ-ISTANBUL DE OUAGADOUGOU, LE DIMANCHE 13 AOUT 2017, QUI A FAIT PLUS DE DIX-HUIT MORTS, AINSI QUE DE NOMBREUX BLESSES.

EN CES INSTANTS PARTICULIEREMENT DOULOUREUX, LE PEUPLE ET LE GOUVERNEMENT IVOIRIENS, SE JOIGNENT A MOI, POUR CONDAMNER AVEC LA PLUS GRANDE FERMETE CET ACTE IGNOBLE ET LACHE, ET MANIFESTER LA SOLIDARITE DE LA NATION IVOIRIENNE AU PEUPLE FRERE DU BURKINA FASO.

PARTAGEANT LA GRANDE PEINE DU PEUPLE BURKINABE, JE VOUDRAIS EXPRIMER A VOUS-MEME, A VOTRE GOUVERNEMENT AINSI QU'AUX FAMILLES EPLOREES, MES CONDOLEANCES LES PLUS ATTRISTEES. JE VOUS PRIE DE BIEN VOULOIR TRANSMETTRE MES SINCERES VŒUX DE RECONFORT ET DE PROMPT RETABLISSEMENT AUX BLESSES.

TRES HAUTE CONSIDERATION.

ALASSANE OUATTARA
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
DE CÔTE D'IVOIRE



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste : COMMUNITY MANAGER r e c r u t e

Type d'offre : Emploi COMMUNITY MANAGER

Métier(s): Communication, Infographie, Informatique Description du poste

Niveau(x): BAC+2

Expérience: 2 ans

Lieu: Abidjan II plateaux

Date de publication: 11/08/2017

Date limite: 21/08/2017

Acteur majeur du Marketing digital, nous recherchons un collaborateur qui prendra en charge les différentes politiques de media numériques de nos clients et pourra concevoir et numériser tous les concepts pensés.

Infographe et web designer
Social media manager
Développeur web
Offre d'emploi urgente !
Dossiers de candidature
CV et lettre de motivation à : infos@ipwav.com

i n P a r t a g e r

Imprimer Envoyer

Profil du poste

I P W A V Le candidat devra avoir les compétences ci-dessous :



Avis de recrutement

Poste: Request for Proposal – Consultancy to write an introductory overview of Child Protection Programming for Children on the Move

Description

The objective of the consultancy is to produce the aforementioned programming guidance on child protection programming for children on the move, on behalf of the Children on the Move Task Group for the Child Protection Global Theme.

The world is now witnessing

an ever-increasing movement of children across the globe. The surge in protracted crisis and conflicts, climate change induced environmental degradation, frequency of disasters, and rising global inequalities are pushing increasing numbers of children to flee their homes. According to UNHCR, the number of child refugees under its mandate has more than doubled in just ten years, and in the same period the total number of child migrants rose by 21%.^[1]

In this climate, more and more

of Save the Children's country teams are being called upon to offer services and support to children on the move. Sometimes this is in contexts where populations have been affected by migration and displacement for decades, and consequently child protection actors, including Save the Children staff, are experienced and skilled in programming for this group of children. In others contexts (most notably those across Europe affected by the sharp rise in refugees coming out of the Syria crisis) this may be a new phenomenon, or one that they have never had

La suite à la page 28

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

to respond to on such a huge scale before. The result is that country teams are sometimes finding themselves ill equipped or lacking in experience and expertise to respond. In this context, Save the Children staff are expressing a need for guidance on how to implement programmes in support of children on the move.

Children on the Move is an umbrella term which Save the Children uses to describe a group of children defined as follows:

“Those children moving for a variety of reasons, voluntarily or involuntarily, within or between countries, with or without their parents or other primary caregivers, and whose movement might place them at risk of inadequate care, economic or sexual exploitation, abuse, neglect and violence.”

Over the past year, Save the Children has increasingly been talking of ‘migrant and displaced children’ as well as children on the move, as organisational awareness of the issue of migration and displacement has been growing. The European

‘migrant crisis’, the increased numbers of children negatively impacted across the globe, as well as to the increased donor focus on this issue have all facilitated a shift in focus, which has resulted in the launching of the Migration and Displacement Initiative (MDI). The MDI – a small unit of 5 staff housed within SCI – has been established to drive forward organisational thinking and leadership on migration and displacement, and support the organisation to effectively implement programmes for migrant and displaced children across all sectors.

Alongside this structure, Save the Children’s Child Protection sector, known as the ‘Children Protection Global Theme (CPGT)’ has a Children on the Move sub-theme with a strategy and set of activities aimed at moving forward certain key initiatives to enhance our work movement-wide in support of CoM.

The Children on the Move Task Group has identified the need to produce programming guidance aimed at improving organisation-wide understanding – at all levels and across all sectors – of what

is meant by child protection programming for children on the move, and how it differs from activities that other sectors may implement for this group of children. At the same time, it is hoped that the document will provide topline guidance to SC child protection staff who may be new or less experienced in CP programming for CoM.

HOW TO APPLY:

For more information and to request the information pack please email: h.newth@savethechildren.org.uk

Langues parlées

English and French

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités A u t r e

Pays Afrique, Amérique du Nord, Amérique latine, Asie, Europe, Moyen Orient, Océanie

Contrat S t a g e

Email de la personne contact h.newth@savethechildren.org.uk

Date de fin de validité 08/09/2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: RDC **Responsable**
Programmes **RRM**
Mbuji **Mayi** **(Kasaï)**

Description

Poste : **Responsable**
Programme **Réponse**
Rapide aux **Mouvements**
de **Population**

Date de prise de fonction
souhaitée : **20/08/17**

Base : **Mbuji** **Mayi**

Durée : **6** **mois**

Contexte :

SI intervient en RDC depuis 2007 dans les domaines de la sécurité alimentaire et moyens d'existence, de l'eau hygiène et assainissement, de la construction/ réhabilitation d'abris et dans la distribution d'articles ménagers essentiels.

Nos programmes couvrent la réponse d'urgence (via notamment le mécanisme du RRMP), mais aussi des activités plus durables (réhabilitation de réseau d'eau, production locale de chlore, DRR...) et illustrent la stratégie choisie par la mission, à savoir le maintien d'une capacité forte de réponse d'urgence (notamment aux déplacements de populations) tout en développant des solutions durables aux problématiques qui affectent la population du pays. Ces projets couvrent les besoins humanitaires des populations déplacées et hôtes sur le Tanganyika, le Bandundu, l'Ituri, la Tschopo, les Kivus et désormais les Kasaï.

L'année 20107 a été marquée

par l'émergence de crises aigues dans le Tanganyika et les Kasaï impactant plus d'un million de personnes pour cette dernière crise. Fidèle à son engagement d'agir au plus près des populations vulnérables, Solidarités se positionne comme acteur d'urgence avec l'ouverture d'une base à Mbuji Mayi afin de lancer des activités de réponse aux mouvements de populations sur des zones encore non couvertes par les acteurs humanitaires.

La mission :

La mission est composée d'une coordination basée à Goma, d'un bureau de représentation à Kinshasa et de plusieurs bases opérationnelles sur le territoire (Kalémie, Moliro, Bunia, Aru, Opienge, Bafwasende, Mushie et Mbuji Mayi.

Le volume financier de la mission pour 2017 est d'environ 10 millions d'euros, avec un portefeuille programmatique de 10 projets différents.

La base de Mbuji Mayi :

La base de Mbuji Mayi est en phase d'ouverture avec le support de l'équipe du desk urgence du siège de Solidarités international. Elle sera la base du lancement de trois projets d'urgence de type RRM lancés dans les semaines à venir, comprenant notamment des activités WASH, AME et des aspects de capacity building d'un partenaire local.

La phase d'ouverture entraîne de forts enjeux notamment en

ressources humaines, logistique et coordination externe. Il est crucial que les procédures Solidarités soient mises en place sur la base dès que possible afin d'assurer un déroulé plus serein des opérations par la suite.

En terme de dimensionnement, l'équipe d'expatriés sera composée de quatre à cinq personnes, l'équipe nationale est encore au stade du recrutement.

Responsabilités liées au poste :

Le RP RRM s'assure de la bonne exécution du programme en s'attachant au respect des délais et des résultats à atteindre. En lien étroit avec le Coordinateur Urgence et son Coordinateur Terrain :

il/elle définit les stratégies d'intervention pour évaluer et répondre aux urgences ;

Il/elle est garant de la qualité des données récoltées lors des évaluations multisectorielles

Il/ elle analyse ces informations, rédige les rapports d'évaluations multisectorielles et les recommandations et dimensionne les réponses d'urgence EHA/NFI/ cash

Il/ elle assure le suivi budgétaire et logistique de ses projets

Enjeux spécifiques :

Ressources humaines :
 Poursuivre le travail de formation des équipes nouvellement recrutées et identifier les besoins en formation et initier de nouveaux cycles de formations en fonction des besoins dans une optique de développement

JOBS CAMPUS

des capacités de l'équipe

Contexte/Sécurité : Le RP RRM est responsable, en lien avec le coordinateur terrain de la sécurité de ses équipes sur le terrain, il devra donc être en capacité de prévenir et de gérer au mieux d'éventuels incidents et prendre toutes les dispositions nécessaires pour la sécurité des biens et des personnes.

Programmes : Le lancement des trois projets pilotés par un unique Responsable Programme impliquera un véritable défi, tant en terme de management que de coordination avec le partenaire local. Le suivi des budgets et besoins logistiques devra être particulièrement rigoureux ;

Coordination interne / externe : deux des trois projets seront mis en œuvre en partenariat avec une ONG locale, une appétence et des qualités naturelles pour la coordination externe sont donc absolument requises, par ailleurs le RP devra travailler de concert avec un Responsable programme Monitoring et Evaluation avec de garantir la meilleure qualité de mie en œuvre possible de ses interventions ;

Le profil :

Etudes supérieures

Expérience d'au moins 2 ans sur un poste similaire

Expérience avérée en contexte d'intervention complexe et volatile

Expérience dans la mise en œuvre d'un programme de type RRM/ RRMP/ EPR est fortement souhaitée

Forte appétence pour la coordination interne et externe

Leadership, capacité en encadrement d'équipe et expérience indispensable en management

Capacité d'anticipation et de prise de décision

Maîtrise du cycle de projet

Langues :

Excellente maîtrise du français écrit et oral

Comment postuler :

Merci de nous envoyer votre CV et une lettre de motivation en français. Les candidatures sans lettre de motivation ne seront pas considérées.

Solidarités International se réserve la possibilité de clore un recrutement avant la date d'échéance de l'annonce. Merci de votre compréhension.

SI VOUS OFFRIRA LES CONDITIONS SUIVANTES

Poste salarié :

à partir de 1600 euros brut par mois: s'ajoutera une valorisation des années d'expérience en ONG + 10% de prime de congés payés versés mensuellement et Per Diem mensuel de 600 dollars.

SI prend également en charge les frais d'hébergement ainsi que les frais de déplacements entre le pays d'origine de l'expatrié et le lieu de mission.

Couverture sociale :
L'expatrié(e) bénéficie d'une couverture sociale de

qualité permettant de couvrir tous les frais de santé et d'une prévoyance accident incluant les risques de guerre.

Break : En cours de mission, une alternance travail – repos est assurée par des breaks prévus tous les trois mois. Sur la base d'une mission d'un an, l'expatrié prendra un break d'une semaine à 3 et 9 mois de mission (avec une participation de 500 euros versée par SI) ainsi qu'un break de 15 jours à 6 mois de mission (avec une prise en charge du billet d'avion aller et retour entre la mission et le lieu de résidence).

Maintenant que vous avez démontré votre intérêt en étant courageusement allé au bout de cette annonce vous pouvez aller en découvrir plus sur Solidarités International (www.solidarites.org)!

Fonctions Gestion **Coordination de projet**

Activités civil, **G é n i e Hydraulique**

Pays Afrique, RD Congo

Contrat C D D

Postuler en ligne https://emea3.recruitmentplatform.com/syndicated/private/syd_apply.cfm?ID=PI0FK026203F3VBQB6G8N8NW6&nPostingTargetID=20009

Date de fin de validité **09/10/2017**

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: RCA – Un/e Réfèrent Technique Pour La Plateforme Logistique/Co-Facilitateur Cluster Logistique

Description

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité. L'association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 20 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en France.

Découvrez notre histoire et nos valeurs

Situation et besoins humanitaires :

La République Centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Classé 180ème sur 186 par le PNUD en 2012, 62%

de la population y vit avec moins de 1,25 USD par jour. Outre cette pauvreté endémique, depuis mars 2013, le pays traverse l'une des pires crises sociopolitiques de son histoire entraînant conflits armés et exactions intercommunautaires. La faillite de l'État se traduit par le dysfonctionnement des services publics, l'insécurité permanente, et l'aggravation des tensions entre groupes armés. En mars 2013, le président, François Bozizé, est renversé par une alliance de groupes rebelles (Séléka) qui prennent alors le contrôle du territoire. Michel Djotodia, leader des Séléka est investi Chef de l'Etat et du gouvernement de transition, à la condition de rétablir la sécurité dans le pays. Malgré ses tentatives, le Président ne parvient pas à endiguer la crise et les tensions intercommunautaires entre Séléka et Anti-balaka se propagent à l'ensemble du territoire. En Janvier 2014, il est donc remplacé par Catherine Samba-Panza, présidente de la transition, période qui doit mener aux élections fin 2015. En février 2016, Faustin Archane TOUADERA est élu président de la République. Les élections ne sont pas une fin en soi, les différentes fractures sociales, les faibles perspectives économiques et les problèmes d'insécurité nécessitent beaucoup d'efforts pour sortir le pays de la crise.

Fin mai 2017, on compte plus de 420 000 déplacés dans le pays. Malgré l'intervention de forces internationales (Force

française Sangaris et Onusienne MINUSCA) qui a permis une relative accalmie dans la capitale, Bangui, la dégradation de la situation humanitaire est à déplorer. Cette amélioration de la situation sécuritaire a permis à certains déplacés de regagner leur quartier d'origine, cependant ces derniers ont besoin d'une assistance humanitaire pour retourner dans ces quartiers et plusieurs milliers de déplacés sont encore présents dans les sites de déplacés. La sécurité reste toutefois extrêmement volatile. La tension reste vive, exacerbée par les groupes extrémistes chrétiens ou musulmans.

Notre action sur le terrain :

PUI cible les zones les plus fragiles au cœur desquelles des interventions multisectorielles sont développées au bénéfice des populations confrontées aux répercussions humanitaires de crises sécuritaires. Avant le coup d'Etat de mars 2013, déjà 1,9 millions d'habitants (soit environ 50% de la population) requéraient une assistance humanitaire (source, CAP 2012). En outre, l'extrême vulnérabilité structurelle se traduit par une faible résistance aux chocs environnementaux, économiques, sécuritaires. Selon OCHA, 2,7 millions de centrafricains ont besoin d'assistance humanitaire en 2015, soit près de 60% de la population totale.

Dans ce contexte, l'intervention

La suite à la page 31

JOBS CAMPUS

La suite de la page 30

de PUI vise à appuyer directement les populations dont les capacités d'absorption des chocs est faible, et à restaurer l'accès aux biens et services de base dans les zones en crise sur des secteurs tels que la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, et un appui aux populations déplacées (réponse d'urgence, aide au retour).

Découvrez réponse à la notre crise

Dans le cadre de nos activités en RCA, nous recherchons un(e) Réfèrent Technique Pour La Plateforme Logistique/Co-Facilitateur Cluster Logistique.

Dans l'objectif d'apporter un soutien logistique et de faciliter les opérations des acteurs humanitaires présents en RCA,

PUI propose un service de stockage (plateforme logistique) mutualisé et sécurisé à Bangui.

En collaboration avec le Coordinateur Logistique, et sous la supervision du Coordinateur Terrain, le Réfèrent technique pour la plateforme logistique / Co-Facilitateur Cluster Logistique est en charge du suivi globale de la plateforme logistique de stockage mutualisée de PUI et des activités de gestion de stock en province mises en place dans le cadre de ce projet. Le Superviseur Plateforme intervient également en tant que co-facilitateur du cluster logistique, lui permettant de faire le lien entre la plateforme de PUI

et les partenaires humanitaires.

Les responsabilités du Superviseur Plateforme concernent donc trois volets :

Le Réfèrent technique pour la plateforme logistique / Co-Facilitateur Cluster Logistique aura la responsabilité de suivre et d'appuyer le Responsable Projet Plateforme les activités inhérentes à la plateforme logistique de PUI située à Bangui. En collaboration avec le coordinateur du Cluster Logistique, Le Réfèrent technique pour la plateforme logistique / Co-Facilitateur Cluster Logistique interviendra dans le cadre du soutien des partenaires humanitaires dans la gestion des hubs mobiles mis en place sur le territoire et dans le développement de nouveaux hubs mobiles en réponse à des crises humanitaires, afin de contribuer au renforcement des capacités d'intervention et opérationnelles des acteurs humanitaires en cas de crises.

Le Réfèrent technique pour la plateforme logistique / Co-Facilitateur Cluster Logistique assurera également la fonction de co-facilitateur du cluster logistique. 50% de son temps sera dédié à l'appui au cluster logistique sur la coordination et le partage de l'information entre les partenaires humanitaires présents en RCA.

1. Supervision et management des activités de la plateforme :

Il/Elle supervise le projet de stockage mutualisé sur Bangui.

Il/Elle supervise le Responsable du projet Plateforme, en apportant un soutien aux activités, et participe activement à l'amélioration du service proposé aux partenaires.

Il/Elle s'assure du respect des procédures mises en place et des outils logistiques permettant d'effectuer le suivi du projet.

Il/Elle participe à l'élaboration d'une stratégie de développement pour l'activité de la Plateforme, afin de pérenniser le service. 2. Coordination entre les partenaires humanitaires et renforcement des capacités logistiques sur l'ensemble du territoire :

Il/Elle se déplace en province pour réaliser des consultances et formations en gestion de stock mutualisé sur les hubs mobiles installés dans le pays.

Il/Elle mène des Logistic Capacity Assesments en collaboration avec Handicap International dans les zones identifiées en lien avec le cluster logistique.

Il/Elle renforce les outils et la méthodologie en gestion de stock mutualisé sur l'ensemble du pays.

Il/Elle travaille sur la bonne collaboration entre PUI (stockage) et HI (transport). 3. Coordination des activités du Cluster Logistique : I

Il/Elle assure la fonction de co-facilitateur du Cluster Logistique à hauteur de 30 % de son temps dédié à cette activité.

Il/Elle intervient en appui

La suite à la page 32

JOBS CAMPUS

La suite de la page 31

au Coordinateur du Cluster dans la coordination et le partage d'informations entre les partenaires humanitaires.

Il/Elle intervient également dans la facilitation des services logistiques (transport, stockage, réhabilitation des axes) à travers le pays, afin de permettre une réponse cohérente à la crise humanitaire en RCA.

Merci de consulter la fiche de poste ci-dessous pour tous les détails nécessaires.

Et pour rester informé des nouvelles offres en continu, rejoignez le groupe Facebook My Job In The field.

Ville Bangui avec déplacements en province

Expériences / **Formation du candidat**

Formation : **Bac + 2 à + 5 – Secteur logistique (achat, transport...)**

Expériences : **Humanitaire**

H u m a n i t a i r e
I n t e r n a t i o n a l e

Technique : 2 à 3 ans à un poste similaire

Connaissances et aptitudes :

Encadrement d'équipe

Coordination entre acteurs humanitaires

Gestion des conflits

Connaissance des procédures Logistiques

Autonomie et prise d'initiative

Qualities :

Capacité à travailler en équipe

Force de propositions, recherche de solutions

Capacité à déléguer et à contrôler

Autonomie, prise d'initiative et sens des responsabilités

Bonne résistance au stress

Sens de la diplomatie et de la négociation

Organisation et gestion des priorités

Adaptabilité en fonction de l'évolution des priorités

Pragmatisme, objectivité et prise de recul

Sens de l'engagement

Fiabilité et rigueur

Langues parlées

Français indispensable

Anglais apprécié

Fonctions Technicienspécialiste

Activités Logistique, Mécanique

Pays Afrique, Centrafrique

Contrat C D D

Durée du contrat

Salarié en Contrat à Durée Déterminée – 8 mois

Date de démarrage : 01 août 2017

Salaire / Indemnité

Salaire brut mensuel : De 1980 à 2 310 selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Frais pris en charge notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...

Assurance comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance

Hébergement en maison collective

Frais de vie (« Per diem »)

Régime de Break : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break

Régime de Congés Payés : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois

Documents à envoyer

Merci d'envoyer votre candidature (CV et Lettre de Motivation) à l'adresse ci-dessous en précisant l'objet suivant: "RT Plateforme-RCA".

Nom de la personne contact

Natalia Montoya, Chargée de Ressources Humaines de Expatriées

Email de la personne contact recrutement@premiere-urgence.org

Date de fin de validité 30/09/2017

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

12/08/2017 AU 19/08/2017 Groupe III

Ave Maria 25 47 98 88	Jeunesse 25 34 35 04	Saint Lazare 25 36 86 48
Balkuy 25 37 51 36	Kamin 25 34 30 28	Saint Michel 25 45 48 08
Baraka 25 33 02 72	Kilwin 25 50 84 62	Santé-validité 68 91 87 04
Belle ville 25 40 84 14	La Sainte Trinité 25 41 26 46	Savane 25 31 13 48
Cathédrale 25 31 28 07	Mariama 25 30 05 76	Taoko 25 36 69 27
Charis 25 47 98 78	Naab Raga 25 30 06 27	Téranga 25 36 09 70
Concorde 25 31 29 49	Naaba Koom 25 35 70 46	Wend denda 25 31 09 64
Coura 25 38 83 90	Nagrin 25 46 90 48	Yennega 25 37 03 37
Djimbria 25 35 77 65	Nazani 25 36 65 10	Zone I 25 48 15 13/53
Dunia 25 36 20 51	Ninrwa 25 41 80 38	Zoungrana 25 40 98 75
Ecoles 25 31 52 32	Noom-Wendé 25 50 31 17	
Fraternité 25 36 48 00	Pissy 25 43 13 35	
Galiem 25 35 28 44	Sacré cœur 25 34 60 60	
Hosanna 25 41 26 48	Saint Julien 25 38 06 10	

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
 Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
 ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
 SONABEL: 25 30 61 00
 Aéroport: 25 30 65 15
 Police secours: 25 30 71 00
 Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
 Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
 ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
 SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
 Aéroport: 20 97 00 70
 Burkina secours: 20 97 01 43
 Police secours: 17
 Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
 Burkina Faso
 Tél: + 226 76609721
 E-mail: redaction@sc-mail.info
 Site web:
 www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
 n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
 n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
 OTC
 Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
 Siaka GOW

Rédacteur en chef
 Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
 - Alfred Syé KAM
 - Aminata PORGO
 - Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
 Eliane BAYALA
 Aminata PORGO
 Bernard HIEN
 Oeil du professionnel

Distribution
 Téléchargeable sur:
 www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
 +226 72080505
 +22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
 +226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
 Tél: +226 20954746
 +226 72070909



Centre d'Examen
Européen

Sessions de Cours d'Anglais Intensifs



15 février au 15 mars
15 Juillet au 15 Août
15 septembre au 15 octobre 2017

La session consiste à renforcer vos capacités dans l'atteinte des objectifs tels que :

- Obtenir un niveau supérieur avec une attestation
 - se préparer au test TOEIC
 - se préparer au test TOEFL

Les cours se déroulent du Lundi au Vendredi
de 18h à 20h



Coût par Session :
40.000 FCFA

www.sciences-campus.org

Ouagadougou

Au Centre d'Examen Européen
Face à la Station Total Ambassade
Tel: +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26
Email: contact@ebs-edu.org

Bobo-Dioulasso

A l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies
ISC-Bobo au Centre Ville à l'Immeuble Sanga Mady
Tel: +226 72 07 09 09 / +226 72 07 04 04
Email: isc@iscmail.org

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO